

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20240614-9443A-DE-1-1
Date de télétransmission : 24/06/2024
Date de réception préfecture : 24/06/2024

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND
Directeur général



Pas de Calais Habitat
4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 14 JUIN 2024

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH,
Madame DUHEN, Monsieur MELLICK, Madame ROSSIGNOL.

Excusé : Monsieur MALFAIT.

Modalités de la participation financière dans le cadre de l'abattement TFPB - COA

Direction de la côte d'opale et de l'audomarois
Rapporteur : [REDACTED]

I - CONTEXTE

Les plans d'actions en contrepartie de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties ont été validés lors de la séance du Bureau du 19 avril 2024.

Dans ce contexte, les rapports qui suivent sont les déclinaisons opérationnelles des actions partagées avec les municipalités.

II- CONVENTION FIXANT LES MODALITES DE PARTICIPATION FINANCIERE ENTRE LA VILLE DE SAINT-MARTIN-BOULOGNE ET PAS DE CALAIS HABITAT RELATIVE A DES ACTIONS D'AMELIORATION DU CADRE DE VIE QPV

Suite à la signature de l'avenant à la convention d'utilisation de l'abattement TFPB 2023 avec la commune de Saint Martin-Boulogne le 28 décembre 2022 et à la reconduction de l'abattement « à périmètre constant » pour l'année 2024 par la loi de

Finances du 29 décembre 2023, il a été convenu dans le plan d'actions lié à l'abattement TFPB pour l'année 2024 avec la ville que Pas-de-Calais habitat participe financièrement à des actions d'amélioration du cadre de vie.

Dans cette perspective, il est convenu avec la ville que Pas-de-Calais habitat participe financièrement à des travaux d'aménagement mobilier et paysager de la terrasse d'un café associatif, dénommé Le Nid, situé au cœur du quartier prioritaire, à hauteur de 23 022,61 € TTC.

III- CONVENTION FIXANT LES MODALITES DE PARTICIPATION FINANCIERE ENTRE LA VILLE DE SAINT-OMER ET PAS DE CALAIS HABITAT RELATIVE A DES ACTIONS D'ANIMATION, DE LIEN SOCIAL ET LE VIVRE ENSEMBLE EN QPV

Suite à la signature de l'avenant à la convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB 2023 avec la commune de Saint-Omer le 23 décembre 2022 et à la reconduction de l'abattement « à périmètre constant » pour l'année 2024 par la loi de Finances du 29 décembre 2023, il a été convenu que Pas-de-Calais habitat participe financièrement à des actions d'animation, de lien social et de vivre ensemble.

Dans cette perspective, il est acté avec la ville que Pas-de-Calais habitat participe financièrement au « Vidéo Mapping Festival » du 04 octobre 2024.

Il mobilisera conjointement pour les ateliers participatifs et de création les habitants des 2 QPV, le quartier Saint Exupéry et le Quartier Quai du Commerce - Saint Sépulcre, à hauteur totale de 12 700 € TTC.

Bien que réalisé dans le quartier du Quai du Commerce, cette action aura une portée qui ira bien plus loin que le périmètre défini dans la politique de la ville, valorisant ainsi l'implication des habitants.

La répartition financière sera de 8 700 € TTC (huit mille sept cent euros TTC) pour le quartier Saint Exupéry et 4 000 € TTC (quatre mille euros TTC) pour le quartier Quai du commerce - Saint Sépulcre.

IV- CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL ENTRE LA VILLE DE SAINT-OMER ET PAS DE CALAIS HABITAT DANS LE CADRE DE L'ABATTEMENT DE LA TFPB- « QUAI DU COMMERCE – SAINT SEPULCRE »

Suite à la signature de l'avenant à la convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB 2023 avec la commune de Saint-Omer le 23 décembre 2022 et à la reconduction de l'abattement « à périmètre constant » pour l'année 2024 par la loi de Finances du 29 décembre 2023, il a été convenu dans le plan d'actions lié à l'abattement de la TFPB pour l'année 2024 avec la ville que Pas-de-Calais habitat reconduise la mise à disposition un local, sis rue de Bergues à Saint-Omer.

Ce local permet le stockage des outils de jardinage des membres du conseil citoyen investi sur le jardin partagé situé Quai des Salines.

Cette action est valorisée à hauteur de 5 760 € annuels dans le cadre de l'abattement de la TFPB pour l'année 2024.

V- CONVENTION FIXANT LES MODALITES DE PARTCIPATION FINANCIERE ENTRE LA VILLE D'ETAPLES ET PAS DE CALAIS HABITAT DANS LE CADRE D'ACTIONS DE

MEDIATION SOCIALE

Suite à la signature de l'avenant à la convention TFPB 2023 avec la commune d'Etaples le 21 décembre 2022 et à la prorogation du dispositif de l'abattement TFPB pour l'année 2024 par la loi de Finances du 29 décembre 2023, il a été convenu avec la ville que Pas-de-Calais habitat participe financièrement dans le cadre d'actions de médiation sociale.

Dans un contexte marqué par une augmentation des saisies de stupéfiants réalisées au plan national mais également depuis plusieurs années sur le secteur de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM), la lutte contre l'usage et le trafic des stupéfiants constitue un enjeu de santé et de sécurité (dégradation des conditions de vie et des violences dans les quartiers les plus touchés).

À l'échelle locale, sur le territoire de la CA2BM, le phénomène est très présent et important avec de nombreux démantèlements sur l'année 2023 dans les villes d'Etaples et de Berck.

Il est proposé que soient recrutés via l'Association Liens et Actions des Jeunes (ALAJ) un intervenant social- Addictions pour le territoire de la CA2BM, plus précisément pour le quartier de la Renaissance sur la commune d'Etaples, pour les missions suivantes :

- La prise en compte de toutes les situations dégradées liées à tous types d'addictions,
- Assurer une prise en charge partenariale des personnes souffrant d'addictions ou présentant le risque d'en souffrir prochainement,
- Lutter contre la récidive, lutter contre la persistance des facteurs de risque en orientant les personnes vers les acteurs et structures concernées,
- Accueillir, écouter, concourir au lien social dans un équipement de proximité ou une association

Dans le cadre de sa politique de lutte contre les troubles et les incivilités au sein de son parc locatif, Pas- de- Calais habitat, qui dispose d'un patrimoine de 266 logements sur le quartier de la Renaissance de la commune d'Etaples, souhaite s'engager dans ce projet par le versement d'une subvention de 1 000 € TTC.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ autorisent le Directeur général, ou toute personne habilitée, à fixer définitivement les clauses, charges et conditions des conventions fixant les modalités de la participation financière entre Pas-de-Calais habitat et les villes de Saint-Martin-Boulogne, Saint-Omer et Etaples et à les signer,
- ✓ autorisent le Directeur général, ou toute personne habilitée, au versement des

participations financières après la signature des conventions en respectant les modalités de versement définies dans les dites conventions.

Décision adoptée à l'unanimité

**CONVENTION FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION FINANCIERE
ENTRE
PAS-DE-CALAIS HABITAT ET LA VILLE DE SAINT-MARTIN-BOULOGNE
DANS LE CADRE D'UN PROJET D'AMÉLIORATION DU CADRE DE VIE**

Entre les soussignés,

LA VILLE DE SAINT-MARTIN-BOULOGNE, sise 313, route de Saint-Omer – 62280 SAINT-MARTIN-BOULOGNE, représentée par Monsieur Raphaël JULES, Maire, agissant en cette qualité et dûment autorisé en vertu d'une décision du Conseil Municipal en date du 18 février 2021,

Désignée ci-après par la « **Commune** »

D'une part,

Et,

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT, PAS-DE-CALAIS HABITAT, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est sis 4 Avenue des Droits de l'Homme – C.S. 20926 – 62022 ARRAS Cedex, représenté par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général, agissant en cette qualité en vertu d'une décision du conseil d'administration en date du 20 décembre 2019,

Désignée ci-après par « **Pas-de-Calais habitat** »,

De seconde part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIV

Dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie au sein de son parc locatif et du quartier de Malbournough, Pas-de-Calais habitat a répondu favorablement à la demande de la commune, à savoir l'aménagement mobilier et paysager de la terrasse d'un café associatif, dénommé Le Nid. La participation financière a été incluse dans le plan d'actions lié à l'abattement TFPB sur la commune de Saint-Martin-Boulogne pour l'année 2024 pour un montant de 23 022,61 € TTC.

Il est ici précisé par les parties que le plan d'actions lié à l'abattement TFPB pour l'année 2024 a été établi dans le cadre de l'avenant à la convention d'utilisation de l'abattement TFPB 2023 avec la commune de Saint-Martin-Boulogne signé le 28 décembre 2022 et à la reconduction de l'abattement « à périmètre constant » pour l'année 2024 par la loi de Finances du 29 décembre 2023.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la participation financière de Pas-de-Calais habitat en faveur de la commune de Saint-Martin-Boulogne suite à l'engagement pris dans le plan d'actions lié à l'abattement TFPB sur la commune de Saint-Martin-Boulogne pour l'année 2024 dans le cadre du projet d'amélioration du cadre de vie pour le quartier de Malbourough.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION ET OBJECTIFS DU PROJET

1. Désignation du projet : Aménagement de la terrasse du café associatif Le Nid
2. Lieu de l'opération : Commune de Saint-Martin-Boulogne
3. Secteur : Quartier de Malbourough
4. Montant de la participation : 23 022,61 euros TTC (vingt-trois mille vingt-deux euros et soixante et un centimes TTC)
5. Porteur du projet : Ville de Saint-Martin-Boulogne
6. La réalisation sera sous la responsabilité exclusive de la commune

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE CETTE SUBVENTION

La participation financière de Pas-de-Calais habitat d'un montant total de 23 022,61 euros TTC (vingt-trois mille vingt-deux euros et soixante et un centimes TTC) sera versée à la commune de Saint-Martin-Boulogne à hauteur de 50% à la commande et le solde de 50% à réception de la facture et sur justificatifs de paiement de la commune auprès de l'entreprise intervenante (ID VERDE) et ce avant le 31 décembre 2024.

Le montant de cette participation financière est ferme et définitif et ne sera pas modifié.

Les versements seront effectués sur le compte de la commune de Saint-Martin-Boulogne, dont le compte est domicilié à la Trésorerie de Boulogne-sur-Mer :

R.I.B. : 30001 00222 C6260000000 01
IBAN : FR50 3000 1002 22C6 2600 0000 001
BIC : BDFEFRPPCCT

ARTICLE 4 – RESPONSABILITÉ

La participation de Pas-de-Calais habitat se limite à une participation financière. En aucun cas l'Office ne sera être tenu responsable des interventions réalisées par l'entreprise, ni dans leur réalisation, ni dans leur finalité.

ARTICLE 5 – DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

La présente Convention est régie, interprétée et appliquée conformément au droit français.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui viendrait à se produire entre elles, à l'occasion de la présente convention, par le biais de la négociation ou d'un autre processus approprié de règlement des différends, avant de recourir à l'action judiciaire.

ARTICLE 6 – CODE DE CONDUITE

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Établissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.

ARTICLE 7 – RPGD

Chacune des Parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 Informatique et libertés modifiée pour les données personnelles qu'elle pourrait être amenée à prendre connaissance ou à traiter sous leur responsabilité, dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 8 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention, chaque Partie élit domicile en son siège.

Fait à Arras,
En deux exemplaires, le

Pour PAS DE CALAIS HABITAT
Le Directeur Général

Bruno FONTALIRAND

Pour la Ville de Saint6martin Boulogne
Le Maire

Raphaël JULES

SAINT MARTIN BOULOGNE
Devis

Référence Affaire : 2023 414 BLUM

Référence du chantier :

Saint Martin Boulogne - Résidence Léon Blum

 M. Fabrice BERTIN
06.37.08.06.84

 Affaire suivie par : Mme LEFEBVRE Lucie
Tél. : 03 28 58 79 10
Fax : 03 28 58 79 29
Email : lucie.lefebvre@idverde.com

MARQUISE, le 16/11/2023

Code	DESIGNATION	U	QUANTITE	Prix unit. €	Montant €
	<u>DERRIERE LE NID</u>				
1	Nettoyage après passage chevaux, nivellement général et affinage du sol	MP	470,00	0,900	423,00
2	Plantation de massifs d'arbustes en port libre (spirée, cornouiller, viorne, noisetier...), 3u/m², RN, 60/80, compris mulch de paillage sur 8cm	M²	70,00	16,830	1 178,10
3	Plantation de massifs fruitiers (groselliers, cassissier, sureau, ...), 4u/m², C, 60/80, compris mulch de paillage sur 8cm	M²	100,00	36,100	3 610,00
4	Engazonnement résistant au piétinement	M²	250,00	1,470	367,50
5	Plantation de plantes grimpantes (chèvrefeuille, hortensia, glycine,...), 2u/ml, ht. 60/120cm, compris poteaux fixés au sol et supports pour câbles horizontaux et verticaux	ML	10,00	238,610	2 386,10
3	Plantation d'arbre fruitier basse tige (variétés locales selon listing PNR), compris fosse de plantation et tuteurage simple	U	1,00	331,210	331,21
	Pour mémoire : massif de couvre-sol (lierre, géranium, céranthe, ...), C2, 5u/m², compris mulch de paillage sur 8cm	M²		37,070	
2	Plantation d'une spirale aromatique en pleine terre (menthe, thym, sauge, ...), P8, 5u/m², compris mulch de paillage sur 8cm	M²	6,00	28,340	158,04
1	Clôture ganivelle ht.1m	ML	18,00	45,840	825,12
2	Terrasse bois démontable en mélèze, dim. 5,80m x 8,50m, lames lisses épaisseur 35mm, structure pin traité classe IV sur plots réglable, inclus planche de finition de rive	M²	50,00	174,500	8 725,00
3	Fourniture et pose de panneaux pédagogiques, en bois, plantés au sol, dim. 20x30cm, incluant le support de contenu en dibon (maquette du contenu à votre charge, prête pour impression)	U	4,00	295,360	1 181,44
	Sous-total H.T. A				19 185,51

 id verde - Agence de Marquise
RD 231 - ZAE Les 2 Caps - 62250 - MARQUISE
T 03.28.58.79.10 - F 03.28.58.79.29 - www.idverde.com

 TVA 3837,60
TTC 23 022,61

**CONVENTION FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION FINANCIERE ENTRE
PAS-DE-CALAIS HABITAT ET LA VILLE DE SAINT-OMER
DANS LE CADRE D'UN PROJET
D'ANIMATION, DE LIEN SOCIAL ET DE VIVRE ENSEMBLE**

Entre les soussignés,

LA VILLE DE SAINT-OMER ayant son siège à Saint Omer, 16 rue Saint-Sépulcre, représentée par son Maire, Monsieur François DECOSTER, habilité aux fins des présentes par la délibération n°7 du Conseil Municipal en date du 23 mai 2020, portant délégation de pouvoirs,

Désignée ci-après par la « **Commune** »

D'une part,

Et,

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT, PAS-DE-CALAIS HABITAT, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est sis 4 Avenue des Droits de l'Homme – C.S. 20926 – 62022 ARRAS Cedex, représenté par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général, agissant en cette qualité en vertu d'une décision du conseil d'administration en date du 20 décembre 2019,

Désignée ci-après par « **Pas-de-Calais habitat** »,

De seconde part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIV

Dans le cadre de l'animation, du lien social et du vivre ensemble au sein de son parc locatif et des quartiers Saint Exupéry et Quai du Commerce - Saint Sépulcre, Pas-de-Calais habitat a répondu favorablement à la demande de la commune, à savoir la participation financière au « Vidéo Mapping Festival » de la ville qui se déroulera le 04 octobre 2024. La participation financière a été incluse dans les plans d'actions liés à l'abattement de la TFPB sur la commune de Saint-Omer pour l'année 2024 pour un montant total de 12 700 € TTC.

Cette somme sera répartie entre les plans d'actions des deux QPV, à savoir 8 700 € TTC (huit mille sept cent euros TTC) pour le quartier Saint Exupéry et 4 000 € TTC (quatre mille euros TTC) pour le quartier Quai du commerce - Saint Sépulcre.

Il est ici précisé par les parties que les plans d'actions lié à l'abattement de la TFPB pour l'année 2024 ont été établis dans le cadre de l'avenant à la convention d'utilisation de

l'abattement de la TFPB 2023 avec la commune de Saint-Omer signé le 23 décembre 2022 et à la reconduction de l'abattement « à périmètre constant » pour l'année 2024 par la loi de Finances du 29 décembre 2023.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la participation financière de Pas-de-Calais habitat en faveur de la commune de Saint-Omer suite à l'engagement pris dans les plans d'actions lié à l'abattement de la TFPB sur la commune de Saint-Omer pour l'année 2024 dans le cadre du projet d'animation, de lien social et de vivre ensemble des quartiers saint Exupéry et Quai du Commerce - Saint Sépulcre.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION ET OBJECTIFS DU PROJET

1. Désignation du projet : Participation pour le « Vidéo Mapping Festival »
2. Lieu de l'opération : Commune de Saint-Omer
3. Secteurs : Quartier Saint Exupéry et Quartier du Commerce - Saint Sépulcre
4. Montant de la participation : 12 700 euros TTC (douze mille sept cent euros TTC), dont la répartition financière sera de 8 700 € TTC (huit mille sept cent euros TTC) pour le quartier Saint Exupéry et 4 000 € TTC (quatre mille euros TTC) pour le quartier Quai du commerce Saint Sépulcre.
5. Porteur du projet : Ville de Saint-Omer
6. La réalisation sera sous la responsabilité exclusive de la commune

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE CETTE SUBVENTION

La participation financière de Pas-de-Calais habitat d'un montant total de 12 700 euros TTC (douze mille sept cent euros TTC) sera versée à la commune de Saint-Omer à hauteur de 50% à la commande et le solde de 50% à réception de la facture et sur justificatifs de paiement de la commune auprès de l'entreprise intervenante (RENCONTRES AUDIOVISUELLES) et ce avant le 31 décembre 2024.

Le montant total de cette participation financière est ferme et définitif et ne sera pas modifié.

Les versements seront effectués sur le compte de la commune de Saint-Omer, dont le compte est domicilié à la Trésorerie de Saint-Omer :

R.I.B. : 30001 00761 J6270000000 33

IBAN : FR08 3000 1007 61J6 2700 0000 033

BIC : BDFEFRPPCCT

ARTICLE 4 – RESPONSABILITÉ

La participation de Pas-de-Calais habitat se limite à une participation financière. En aucun cas l'Office ne sera être tenu responsable des interventions réalisées par l'entreprise, ni dans leur réalisation, ni dans leur finalité.

ARTICLE 5 – DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

La présente Convention est régie, interprétée et appliquée conformément au droit français.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui viendrait à se produire entre elles, à l'occasion de la présente convention, par le biais de la négociation ou d'un autre processus approprié de règlement des différends, avant de recourir à l'action judiciaire.

ARTICLE 6 – CODE DE CONDUITE

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Établissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.

ARTICLE 7 – RPGD

Chacune des Parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 Informatique et libertés modifiée pour les données personnelles qu'elle pourrait être amenée à prendre connaissance ou à traiter sous leur responsabilité, dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 8 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention, chaque Partie élit domicile en son siège.

Fait à Arras,
En deux exemplaires, le

Pour PAS-DE-CALAIS HABITAT
Le Directeur Général

Bruno FONTALIRAND

Pour la Ville de Saint-Omer
Le Maire

François DECOSTER

Annexe n°1 : Devis



Ville de Saint Omer

N° Devis

DATE

AM2403141

14/03/2024

DESCRIPTION	TARIF UNITAIRE HT en Euros	TOTAL HT en euros
Parcours video mapping – Quai des Salines, Saint Omer. 4 octobre 2024 Cession de droits de diffusion pour 7 œuvres : La sources du cri, Symphonie géométrique n°10, Dans les mains de Séraphine, Loop. La cession inclue : <ul style="list-style-type: none"> - Créations – 7, dont 3 issus d’ateliers participatifs et 4 productions artistique d’une durée total de 13 minutes full animation - Matériel technique (8 vidéoprojecteurs 30 000 lumens, 4 vidéoprojecteurs 5 000 lumen, avec focales adaptés, serveurs, 7 systèmes son, 7 serveurs, 2 tours containers et praticables) - Techniciens préparation, montage, exploitation, démontage – 30 jours/homme - Transport matériel et personnel, repas Prise en charge dans le cadre du Video Mapping Festival	71 000	71 000
	15 000	15 000

TOTAL HT

56 000

TVA 10%

5 600

TOTAL TTC

61 600

Le montant total s’élève à Soixante et un mille six cent euros TTC.

Devis valable 6 mois. Toute modification du devis doit être soumise à notre accord.

Nous vous remercions de valider le partenariat en retournant ce devis signé et daté avec la mention « Bon pour accord », validant avoir pris connaissance et accepter les Conditions générales de vente ci-annexées.



**RENCONTRES
AUDIOVISUELLES**

Nouvelles images : Diffusion, Éducation, Innovation

Association loi 1901

18 rue Gosselet - BP 1295

59 014 LILLE CEDEX - FRANCE

+33 (0)3 20 53 24 84

contact@rencontres-audiovisuelles.org

www.rencontres-audiovisuelles.org

Conditions générales de vente

Le contrat (« Contrat ») est conclu entre toute structure ayant passé la commande (ci-après « le Client ») et l'association loi 1901 prestataire nommée « **Rencontres Audiovisuelles** ». Il comprend les conditions particulières définies dans le devis accepté ou dans un contrat spécifique et les présentes conditions générales de vente (« Conditions générales »). Toute commande implique de la part du client l'acceptation sans réserve des conditions générales ci-dessous et la renonciation à ses propres conditions, sauf convention spéciale contraire écrite.

Clause n° 1 : Objet et champ d'application

Les présentes Conditions générales de vente (CGV) constituent le socle de la négociation commerciale et sont systématiquement adressées ou remises à chaque client pour lui permettre de passer commande.

Les Conditions générales de vente décrites ci-après détaillent les droits et obligations de l'association Rencontres Audiovisuelles et de son client dans le cadre de la vente de services.

Toute acceptation du devis et ce compris la clause « Je reconnais avoir pris connaissance et j'accepte les Conditions générales de vente ci-annexées » implique l'adhésion sans réserve du client aux présentes Conditions générales de vente.

Clause n° 2 : Propriété des devis et documents

Les devis, descriptifs et documents de travail restent la propriété exclusive des Rencontres Audiovisuelles. Leur communication à d'autres entreprises ou tiers est interdite et passible de dommages-intérêts.

Clause n° 3 : Devis

La prestation proposée fait l'objet d'un devis écrit valable pour la durée qu'il précise, ou à défaut de précision pour une durée d'un mois. Le devis est soumis à l'approbation du Client, la signature du devis par le Client valant bon de commande et accord préalable. L'engagement de fourniture des prestations n'est parfait et définitif qu'après acceptation expresse et par écrit de la commande du Client par la signature du devis.

Ce devis est établi sur la base d'un prix toutes taxes comprises auquel est compris la TVA calculée au taux en vigueur à la date de son émission. Toute variation de ce taux découlant des dispositions législatives ou réglementaires à venir sera répercutée au Client.

Clause n° 4 : Modalités de paiement

Le règlement des prestations s'effectue soit par chèque, soit par virement bancaire.

Les règlements seront effectués aux conditions suivantes :

. Paiement dès réception de la facture de la prestation pour les montants jusqu'à 10 000 euros TTC.

. Acompte dans un premier temps de 30% du montant TTC, puis paiement du solde restant dès réception de la facture pour les montants de plus de 10 000 euros TTC.

Clause n° 5 : Retard de paiement

En cas de défaut de paiement total ou partiel des prestations réalisées, le Client doit verser à l'association Rencontres Audiovisuelles une pénalité de retard égale à trois fois le taux de l'intérêt légal.

Le taux de l'intérêt légal retenu est celui en vigueur au jour de la prestation. Cette pénalité est calculée sur le montant TTC de la somme restant due, et court à compter de la date d'échéance du prix sans qu'aucune mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

En sus des indemnités de retard, toute somme, y compris l'acompte, non payée à sa date d'exigibilité produira de plein droit le paiement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros due au titre des frais de recouvrement. Articles 441-10 et D. 441-5 du code de commerce.

Clause n° 6 : Annulation

La signature du devis constitue un engagement ferme de la part du Client. En cas d'annulation, le Client devra prévenir au plus tard 48h avant la date de la prestation, y compris si la séance est annulée faute de participants.

Toute annulation du fait de l'une des parties plus de 48h avant la date choisie provoquerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

Toute annulation réalisée moins de 48h avant la date choisie provoqueraient pour le Client l'obligation de verser aux Rencontres Audiovisuelles la totalité de la prestation.

Clause n° 7 : Réclamations ou litiges

En cas de réclamations ou litiges portant sur l'interprétation ou l'exécution des présentes CGV, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable en vue du règlement de leurs différends, dans un délai d'un mois à partir de l'apparition de ces derniers (constaté à partir du premier courrier adressé en recommandé permettant l'obtention d'un avis de réception).

En cas d'échec des voies amiables de résolution de litige, tout contentieux devra être porté devant la juridiction compétente.

Clause n° 8 : Droit de rétractation

Le Client peut exercer son droit de rétractation du Contrat sans avoir à justifier de motifs ni à payer de pénalités dans un délai de quatorze jours. Le délai de rétractation expire quatorze jours à compter du lendemain du jour de la signature du Contrat ou, si ce délai expire normalement un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le premier jour ouvrable suivant.

Afin d'exercer son droit de rétractation, le Client doit faire parvenir aux Rencontres Audiovisuelles – 18 rue Gosselet, BP 1295 – 59014 Lille Cedex – 03 20 53 24 84 – contact@rencontres-audiovisuelles.org sa décision de rétractation du Contrat au moyen d'une déclaration dénuée d'ambiguïté par courrier recommandé permettant l'obtention d'un avis de réception. En cas de rétractation du Contrat par le Client, tous les paiements reçus seront remboursés, sans retard excessif et, en tout état de cause, au plus tard quatorze jours à compter du jour où l'information de la décision de rétractation du Contrat est parvenue aux Rencontres Audiovisuelles. Si la prestation a commencé avant l'expiration du délai de rétractation et que le Client exerce son droit de rétractation, les heures et ensemble des frais engagés jusqu'à la réception de la demande de rétractation par les Rencontres Audiovisuelles sont dues par le Client.

Fait à Lille, le 31 août 2023.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL

Entre les soussignés :

D'une part,

Pas-de-Calais habitat, Office Public de l'Habitat, Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial ayant son siège social à ARRAS (62000), 4 Avenue des Droits de l'Homme, identifié sous le numéro SIREN 344077672 et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'ARRAS, représenté par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général, nommé à cette fonction par délibération du Conseil d'administration du 20 décembre 2019,

ci-après dénommé « le propriétaire »,

Et, d'autre part,

La Ville de SAINT-OMER ayant son siège à Saint Omer, 16 rue Saint-Sépulcre, représentée par son Maire, Monsieur François DECOSTER, habilité aux fins des présentes par la délibération n°7 du Conseil Municipal en date du 23 mai 2020, portant délégation de pouvoirs,

ci-après dénommé « l'occupant »,

Ci-après encore dénommées collectivement les « Parties » ou individuellement une « Partie ».

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de l'animation, du lien social et du vivre ensemble au sein de son parc locatif et du quartier « Quai du Commerce / Saint Sépulcre » à Saint -Omer, Pas-de-Calais habitat s'est engagé à mettre à la disposition de la commune un local.

Cette dernière souhaite en faire un lieu de stockage pour le matériel de jardinage au profit du conseil citoyen investi dans la gestion du jardin partagé, situé quai des salines.

Il est ici précisé par les parties que les plans d'actions lié à l'abattement TFPB pour l'année 2024 ont été établis dans le cadre de l'avenant à la convention d'utilisation de l'abattement TFPB 2023 avec la commune de Saint-Omer signé le 23 décembre 2022 et à la reconduction de l'abattement « à périmètre constant » pour l'année 2024 par la loi de Finances du 29 décembre 2023.

Ainsi, les Parties ont décidé de conclure la présente convention de mise à disposition dont les termes sont ci-après arrêtés.

Il est donc convenu de ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Pas-de-Calais habitat met à disposition de la commune de Saint-Omer un local sis rue de Bergues d'une superficie de 60 m² (référéncé code lot 04231 00001) équipé de l'électricité, d'un chauffage collectif et de sanitaires,

Se décomposant comme suit :

- Au rez-de-chaussée : une pièce principale de 25 m², deux WC, un lavabo
- Un escalier menant à une pièce à l'étage d'environ 30 m²

L'occupant déclare avoir une parfaite connaissance dudit local pour l'avoir préalablement visité et s'être fait communiquer tous les éléments d'information utiles.

L'occupant prend les lieux dans l'état où ils se trouvent lors de l'entrée en jouissance.

Les parties conviennent qu'un état des lieux contradictoire sera dressé lors de la signature de la présente convention et à la sortie.

ARTICLE 2 : Destination du local

L'occupant devra occuper le local, comme un lieu de stockage de matériel de jardinage, à l'exclusion de toute autre utilisation quelle qu'elle soit.

L'occupant ne pourra adjoindre à l'activité sus-désignée aucune autre activité, même connexe ou complémentaire.

ARTICLE 3 : Durée

La présente convention prend effet rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2024, et ce pour une durée déterminée d'une année pour s'achever le 31 décembre 2024.

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer le local de toute occupation et de tout encombrement, et ce, sans indemnité à son profit, à défaut de quoi il sera de plein droit redevable d'une indemnité d'occupation journalière égale à 16 € et son expulsion pourra être poursuivie sur simple ordonnance de référé rendue par le président du tribunal compétant.

Les parties reconnaissent que la convention est une convention de mise à disposition d'une courte durée, elles ne pourront pas se prévaloir du bénéfice du statut des baux commerciaux visé aux articles L. 145-1 et suivants et R. 145-1 et suivants du Code de commerce, ni à aucun autre statut spécifique.

ARTICLE 4 : Redevance d'occupation

La redevance mensuelle du local s'élève à quatre cent quatre-vingt euros (480,00 €).

La participation aux charges locatives (25,20 €) est ici nulle au vu de la spécificité du local mis à disposition, à savoir un local indépendant et sans accès à des parties communes.

La présente convention étant établie dans le cadre de l'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties, ces sommes ne donneront pas lieu à paiement de la part de

la commune de Saint-Omer.

En revanche, la commune devra s'acquitter du paiement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères s'élevant à cinquante et un euros (51€)

ARTICLE 5 : Dépôt de garantie

Aucun dépôt de garantie n'est versé par l'occupant ce jour ce que reconnaît et accepte expressément le propriétaire.

ARTICLE 6 : Conditions générales

L'occupant s'engage à occuper et entretenir les lieux paisiblement et raisonnablement, sans provoquer de nuisance ni de perturbation ni pour les voisins, ni pour le terrain proprement dit. Il ne devra pas faire ou laisser faire aucune détérioration ou modification du terrain.

L'occupant s'engage à ne faire aucuns travaux sans le consentement écrit du propriétaire. Tous embellissements et améliorations faits par l'occupant resteront à son départ la propriété du propriétaire sans que l'occupant puisse réclamer quelque indemnité que ce soit.

Il devra l'utiliser constamment, conformément aux usages de sa profession et dans le respect de la destination contractuelle.

L'occupant devra se conformer aux lois, prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'hygiène, l'inspection du travail et, de manière générale, à toutes les prescriptions relatives à son activité, de façon que le propriétaire ne puisse être ni inquiété ni recherché.

L'occupant est tenu d'effectuer toutes réparations locatives et travaux d'entretien de toute nature afin de restituer le local en bon état à l'expiration de la présente convention.

L'occupant fera son affaire personnelle du gardiennage et de la surveillance du local, le propriétaire ne pouvant, en aucun cas, et à aucun titre, être tenu responsable des vols ou détournements ou autres actes délictueux dont l'occupant pourrait être victime dans le local.

L'occupant fera son affaire personnelle à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de tous dégâts causés au local et de toutes réclamations faites par les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs ou trépidations, causés par lui, ses préposés ou par des animaux et appareils lui appartenant.

L'occupant s'engage à payer la taxe d'enlèvement des ordures ménagères conformément à l'article 4 de la présente convention.

L'occupant est tenu de se faire dûment assurer, pendant la durée de l'occupation, par une ou plusieurs polices, contre tous les risques pouvant résulter de son activité. Il devra en plus également souscrire une police garantissant sa responsabilité civile et s'assurer contre le recours des voisins.

Une attestation d'assurance sera remise par l'occupant au propriétaire à la prise d'effet de la convention.

L'occupant devra déclarer sous 48 heures à ses assureurs, d'une part, au propriétaire, d'autre part, tout sinistre quelle qu'en soit l'importance, même s'il n'en résulte aucun dégât apparent.

L'occupant sera responsable de toutes réparations normalement à la charge du propriétaire, mais qui seraient nécessitées soit par le défaut d'exécution des réparations dont l'occupant a la charge comme il est dit ci-dessus, soit par des dégradations résultant de son fait, du fait de son personnel ou de ses visiteurs dans le local.

L'occupant renonce à tous recours contre le propriétaire en cas d'irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz ou de l'électricité.

Le propriétaire s'engage à donner accès aux lieux mis à disposition.

ARTICLE 7 : Clause résolutoire

La présente convention sera résolue de plein droit, sans qu'une indemnité ne puisse être réclamée par l'occupant, après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception faite par le propriétaire restée sans effet pendant une durée de quinze jours :

En cas de non-respect de l'une des conditions stipulées à la présente convention.

En cas de destruction totale ou partielle des locaux, la présente convention sera résiliée de plein droit sans indemnité au profit de l'occupant.

Dans le cas où l'occupant se refuserait à évacuer les lieux, son expulsion pourrait avoir lieu sans délai sur une simple ordonnance de référé rendue par le président du tribunal judiciaire du lieu de situation du local.

ARTICLE 8 : Caractère personnel de la présente convention et interdiction de cession

Les avantages que la présente convention confère à l'occupant ne sont en aucun cas cessibles à un tiers. Ce dernier ne pourra en aucun cas céder ses droits, de quelque manière que ce soit, ni totalement, ni partiellement, ni conférer un droit quelconque et notamment un droit de location ou même de simple occupation sur la totalité ou une partie, fût-elle minime, du terrain objet de la présente convention.

ARTICLE 9 : Élection de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile aux adresses indiquées ci-dessus et s'engagent à informer l'autre partie de tout changement d'adresse.

ARTICLE 10 : Loi applicable et règlement des litiges

La présente convention est soumise au droit français.

Toute contestation relative à l'interprétation, l'exécution ou l'inexécution de la présente convention, sera de la compétence exclusive du Tribunal judiciaire d'Arras.

ARTICLE 11 : Code de conduite

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les Parties s'engagent :

à se conformer audit code de conduite ;

à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.

ARTICLE 12 : RGPD – Données personnelles

Chacune des Parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 Informatique et libertés modifiée pour les données personnelles qu'elle pourrait être amenée à prendre connaissance ou à traiter sous leur responsabilité, dans le cadre de cette convention.

La présente convention est établie sur 5 pages.

Fait à SAINT OMER, le....., en deux exemplaires originaux, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Pour le propriétaire
Représenté par M. Bruno FONTALIRAND
Directeur général

Pour l'occupant
Représenté par M. François DECOSTER
Maire

ANNEXE 2

CONVENTION FIXANT LA PARTICIPATION FINANCIERE DE PAS-DE-CALAIS HABITAT A L'ASSOCIATION ALAJ DANS LE CADRE D'UN PROJET DE MEDIATION SOCIALE SUR LA COMMUNE D'ETAPLES

Entre les soussignés,

LA VILLE D'ETAPLES, sise 1, Place du Général de Gaulle – 62630 ETAPLES-SUR-MER, représentée par Monsieur Franck TINDILLER, Maire, agissant en cette qualité et dûment autorisé en vertu d'une décision du Conseil Municipal en date du 21 novembre 2022,

Désignée ci-après par la « **Commune** »

D'une part,

Et,

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT, PAS-DE-CALAIS HABITAT, sis 4 Avenue des Droits de l'Homme – C.S. 20926 – 62022 ARRAS Cedex, représenté par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général, agissant en cette qualité en vertu d'une décision du conseil d'administration en date du 20 décembre 2019,

Désignée ci-après par « **I.O.P.H.** »,

De seconde part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUI

Dans un contexte marqué par une augmentation des saisies de stupéfiants réalisées au plan national mais également depuis plusieurs années sur le secteur de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM), la lutte contre l'usage et le trafic des stupéfiants constitue un enjeu de santé et de sécurité (dégradation des conditions de vie et des violences dans les quartiers les plus touchées).

À l'échelle locale, sur le territoire de la CA2BM, le phénomène est très présent et important avec de nombreux démantèlements ces derniers mois dans les grandes villes notamment Etaples et Berck.

Une réflexion territoriale a été menée autour de cette thématique afin d'y lutter d'une façon générale sur l'ensemble du territoire et pour l'ensemble de la population en y associant les partenaires locaux.

Dans cette perspective, il est proposé que soit recrutée via l'Association Liens et Actions des Jeunes (ALAJ) un intervenant social- Addictions pour le territoire de la CA2BM, notamment sur la commune d'Etaples – quartier de la Renaissance, dont les missions seront :

- La prise en compte de toutes les situations dégradées liées à tout type d'addictions,
- Assurer une prise en charge partenariale des personnes souffrant d'addictions ou présentant le risque d'en souffrir prochainement,
- Lutter contre la récidive, lutter contre la persistance des facteurs de risque en orientant les personnes vers les acteurs et structures concernées,
- Accueillir, écouter, concourir au lien social dans un équipement de proximité ou une association

Dans le cadre de sa politique de lutte contre les troubles et les incivilités au sein de son parc locatif, Pas- de- Calais habitat, qui dispose d'un patrimoine de 266 logements sur le quartier de la Renaissance de la commune d'Etaples, souhaite s'engager dans ce projet.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir la participation financière de Pas-de-Calais habitat en faveur de la commune d'Etaples dans le cadre du projet de médiation sociale pour le quartier de la Renaissance.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION ET OBJECTIFS DU PROJET

1. Désignation du projet : médiation sociale pour lutter contre toutes formes d'addictions
2. Lieu de l'opération : Commune d'Etaples
3. Secteur : Quartier de la Renaissance
4. Montant de la participation : 1 000 euros TTC (mille euros TTC)
5. Porteur du projet : Ville d'Etaples
6. La réalisation sera sous la responsabilité exclusive de la commune

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE CETTE SUBVENTION

La participation financière de 1 000 euros TTC (mille euros TTC) sera versée à la commune d'Etaples à hauteur de 50% à la commande et le solde de 50% à réception de la facture et sur justificatifs de paiement de la commune auprès de la structure intervenante et ce avant le 31 décembre 2024.

Le montant de cette participation est ferme et définitif et ne sera pas modifié.

Les versements seront effectués sur le compte de la commune d'Etaples, dont le compte est domicilié à la Trésorerie de Montreuil-sur-Mer :

R.I.B. : 30001 00152 E6280000000 10

IBAN : FR90 3000 1001 52E6 2800 0000 010

BIC : BDFEFRPPCCT

ARTICLE 4 – RESPONSABILITÉ

La participation de Pas-de-Calais habitat se limite à une participation financière. En aucun cas l'Office ne sera être tenu responsable des interventions objet de cette convention, ni dans leur réalisation, ni dans leur finalité.

ARTICLE 5 – DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

La présente Convention est régie, interprétée et appliquée conformément au droit français.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui viendrait à se produire entre elles, à l'occasion de la présente convention, par le biais de la négociation ou d'un autre processus approprié de règlement des différends, avant de recourir à l'action judiciaire.

ARTICLE 6 – CODE DE CONDUITE

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Établissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.

ARTICLE 7 – RPGD

Chacune des Parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 Informatique et libertés modifiée pour les données personnelles qu'elle pourrait être amenée à prendre connaissance ou à traiter sous leur responsabilité, dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 8 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention, chaque Partie élit domicile en son siège.

Fait à Arras,
En deux exemplaires, le

Pour PAS-DE-CALAIS HABITAT
Le Directeur Général

Bruno FONTALIRAND

Pour la Ville d'Etaples
Le Maire

Franck TINDILLER

ANNEXE 1

ALAJ

Association Liens et Actions des Jeunes
Résidence Marjolaine - Rue Lamartine
B.P. 55
62630 ETAPLES SUR MER

Siret : 78399595400089
Tél : 03.21.84.14.17
e-mail : alaj.admin@orange.fr

Commune d'Etaples-sur-Mer

DEVIS N° 2401

Date Du Devis : le 26/01/2024

Description	Quantité	Prix unitaire	Prix Total
Participation financière à la mise en place d'une Intervenante Sociale dédiée aux addictions sur le territoire d'Etaples S/Mer, notamment dans le quartier prioritaire "Renaissance"	1	1000	1000
Prix Total (TTC) :			1000,00

Facture en euros - TVA non applicable en vertu de l'article 293 B du CGI